

DÉBATS & OPINIONS

D&O L'AGEFI

Supplément publié dans
l'édition de L'AGEFI ALPHA
du 23 avril 2026

ACTIONS EUROPÉENNES LA CORRECTION OUVRE-T-ELLE DES OPPORTUNITÉS ?



Thomas
BRENIER

Directeur de la gestion
et de la recherche actions

LAZARD
FRÈRES GESTION



Frédéric
LEGUAY

Responsable
de la gestion actions fondamentales

Ostrum
ASSET MANAGEMENT

- LA CRISE ÉNERGÉTIQUE REBAT LES CARTES
- DES VALORISATIONS PLUS ATTRACTIVES
- LA THÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ,
PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

LES MARCHÉS SOUS TENSION FACE AU CHOC GÉOPOLITIQUE

Alors que l'année 2026 avait démarré sous les meilleures auspices pour les marchés européens, la guerre en Iran et l'envolée du prix du pétrole sont venues rebattre les cartes pour les investisseurs. La zone conserve toutefois de solides atouts.

La montée des tensions au Moyen-Orient depuis que les Etats-Unis et Israël ont lancé des frappes aériennes contre l'Iran, le 28 février dernier, s'est rapidement imposée comme un facteur de déstabilisation majeur pour les marchés financiers. L'augmentation du prix du baril de pétrole et la moindre disponibilité de cette ressource stratégique, liées au blocage du détroit d'Ormuz, pourraient ainsi avoir des conséquences importantes sur l'économie mondiale et sur l'inflation. Plusieurs semaines après le début de la crise, les actions européennes accusent le coup, dans un environnement marqué par une forte incertitude sur la durée et l'intensité de ce conflit. Pour autant, derrière la correction des marchés, les fondamentaux apparaissent moins dégradés que ne le suggèrent les mouvements de court terme.

Un choc d'abord financier avant d'être économique

Dans l'immédiat, les marchés ont réagi principalement via les taux d'intérêt et la volatilité, preuve d'une intégration rapide de l'envolée du risque. «*Les taux longs ont augmenté d'à peu près 50 points de base, les spreads de crédit se sont écartés et la volatilité est passée d'environ 15 % à plus de 30 % aujourd'hui, traduisant clairement une prise en compte des incertitudes*

générées par la situation», résume Frédéric Leguay, responsable de la gestion actions fondamentales chez Ostrum Asset Management.

Quant aux actions, elles ont aussi réagi, mais dans des proportions mesurées. «*Un mois après le début de la crise, les signaux sur l'issue de cette guerre émanant de part et d'autre restent contradictoires et peu fiables, rendant la visibilité très limitée*», analyse Thomas Brenier, directeur de la gestion et de la recherche actions chez Lazard Frères Gestion. *Dans ce contexte d'incertitude, les marchés commencent à intégrer un scénario de conflit plus durable, comme en témoigne la poursuite de la baisse des actions européennes, désormais en recul d'environ 8 % depuis le début de la crise.*» Par ailleurs, les investisseurs ne montrent pas de signes d'effolement. «*Il n'y a pas de rupture dans les flux en direction des fonds actions*», souligne Frédéric Leguay. *Nous étions à 191 milliards de souscriptions nettes depuis le début de l'année avant la crise, contre 242 milliards aujourd'hui. En Europe, on passe de 18 à 15 milliards : cela reste extrêmement stable.*»

Les enjeux sont mondiaux et concernent toutes les zones, même si les pays asiatiques et l'Europe sont particulièrement impliqués du fait de leur dépendance aux importations de pétrole. D'ailleurs, la Bourse américaine se montre plus résiliente : le MSCI USA fléchit

d'environ 3 % seulement en euros. «*Cette résistance s'explique en partie par la composition du marché américain puisqu'une part importante de l'indice est composée de grandes sociétés technologiques, avec des revenus récurrents moins sensibles à ce type de choc*», observe Thomas Brenier. *Il y a aussi un effet devise puisque le dollar s'apprécie dans ces phases de stress.*» Pour autant, il ne faut pas croire que les Etats-Unis sont immunisés contre le risque pétrolier. «*En réalité, de nombreux consommateurs sont exposés de façon comparable dans le monde, y compris aux Etats-Unis*», précise Thomas Brenier. *Bien que les Etats-Unis soient davantage protégés vis-à-vis de l'actualité par leur statut de producteur de pétrole, les ménages américains sont confrontés à une hausse plus élevée du prix de l'essence que les ménages français et européens du fait du mode de calcul des taxes.*»

En Europe, la baisse a touché presque tous les domaines. «*Sans surprise, un seul secteur est en hausse au sein de l'indice Stoxx Europe 600 : celui de l'énergie, qui progresse d'environ 10 %*», indique Thomas Brenier. Tout le reste de la cote souffre, plus ou moins fortement. «*Les replis les plus marqués concernent les secteurs liés à la consommation : l'automobile et le luxe reculent chacun de 14 %, tandis que l'immobilier affiche la plus forte chute, autour de 16 %*», poursuit le gérant. *Les secteurs cycliques sont également*

touchés, à l'image des banques, en retrait de 12 %. Cette évolution apparaît cohérente avec la sensibilité de ces établissements à la conjoncture : en cas de ralentissement économique, la hausse du chômage et des défauts de paiement entraîne mécaniquement une augmentation du coût du risque, ce qui pèse sur le secteur.»

Plus surprenant : les entreprises dans le domaine de la santé, pourtant considéré comme défensif, ont aussi été touchées, avec une baisse moyenne de l'ordre de 9%, alors même que la remontée du dollar, devise dans laquelle elles réalisent une grande partie de leur activité, leur est profitable. « C'est assez étonnant mais il faut tenir compte des phénomènes de flux, qui peuvent brouiller les lignes, relève Thomas Brenier. En particulier, ces derniers jours, nous avons assisté à des opérations de 'degrossing' ». Ce terme désigne le processus par lequel certains fonds spéculatifs réduisent leur exposition globale au marché en liquidant simultanément des positions longues et courtes. « De façon paradoxale, en réduisant leurs 'shorts', ils peuvent faire remonter des titres sur lesquels ils avaient des vues négatives, et notamment des actions très exposées aux problématiques actuelles », ajoute l'expert.

Chute des multiples

Les baisses de cours actuelles ne proviennent pas de révisions des anticipations de résultats des sociétés mais uniquement d'une compression des multiples de valorisation. « A fin 2025, les multiples s'établissaient à 16 fois les résultats à venir. Nous avons perdu 1,5 point de multiple, ce qui signifie que nous avons consommé les deux tiers de la hausse observée depuis l'été 2024, c'est-à-dire depuis le début de l'anticipation de l'amélioration bénéficiaire en Europe », rapporte Frédéric Leguay. Quant à

UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE APRÈS L'AUTRE

La dernière crise d'approvisionnement en énergie remonte à peu, lors du début de la guerre en Ukraine, qui avait provoqué l'arrêt des importations de gaz et pétrole russes. La situation actuelle est néanmoins différente à plusieurs titres. « L'économie n'est pas la même dans le sens où la croissance ne bénéficie pas des mesures de soutien qui prévalaient à l'époque, souligne Frédéric Leguay. Il est vraisemblable que ce sera plus difficile pour les pays développés de soutenir l'économie comme ils ont pu le faire au moment de la crise avec la Russie. En revanche, sur le plan de l'inflation, c'est l'inverse : on rentre dans cette crise avec une inflation bien maîtrisée. En outre, la consommation est moins dynamique et donc la transmission des hausses de coûts par les entreprises dans le prix sera plus complexe, ce qui signifie qu'on aura peut-être plus de conséquences sur les marges des entreprises. » Autre phénomène notable : les entreprises ont appris de l'expérience passée et savent s'adapter. « Ce qui est intéressant, c'est que depuis le Covid et la crise en Ukraine, les entreprises ont mis en place des équipes dédiées à la gestion de ces problématiques, évoque Thomas Brenier. Elles sont aujourd'hui beaucoup mieux préparées et commencent très rapidement à activer des solutions alternatives d'approvisionnement. Cela peut compenser en partie les effets négatifs. »



l'impact sur les résultats des sociétés, il est encore difficile à évaluer. A ce stade, les conséquences sur les entreprises restent peu visibles. « Pour l'instant, elles communiquent très peu sur le sujet, ou alors pour indiquer que cela n'a pas d'impact, note Frédéric Leguay. Mais c'est un schéma classique : le marché réagit toujours plus vite dans la prise en compte de ces chocs. » La durée du conflit constitue le point central pour évaluer les répercussions de la crise sur l'économie. « La hausse des prix de l'énergie, qui intervient dans l'ensemble des chaînes de valeur, entraîne une augmentation des coûts de production pour de nombreuses entreprises, ce qui,

au niveau macroéconomique, alimente l'inflation et freine la croissance », décrit Frédéric Leguay.

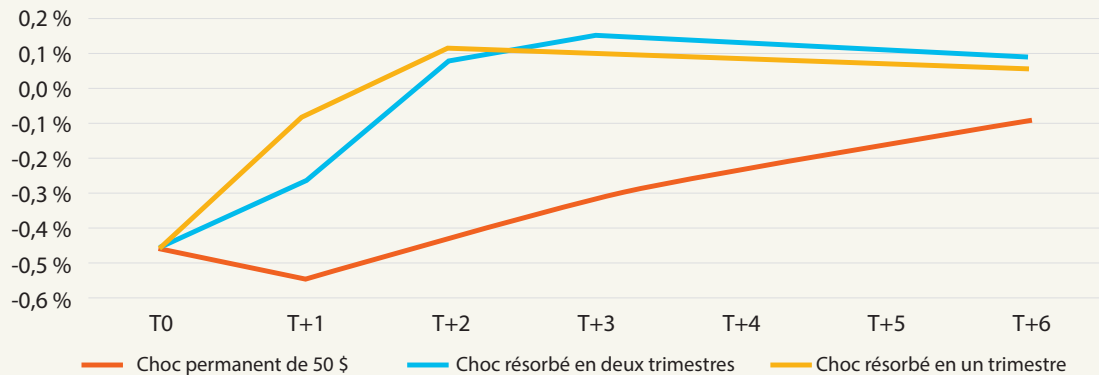
Au niveau microéconomique, les effets diffèrent selon les sociétés. « Les secteurs fortement dépendants des produits pétroliers ou de leur acheminement sont touchés quasi immédiatement, estime-t-il. Leurs stocks étant généralement limités à deux ou trois semaines, des tensions peuvent apparaître très rapidement, comme en témoignent déjà certaines difficultés d'approvisionnement dans l'agriculture, notamment pour les produits phytosanitaires. Pour les autres activités, la diffusion est plus progressive. Toutefois, les perturbations de chaînes logistiques

ACTIONS EUROPÉENNES

LA DURÉE, UNE VARIABLE DÉCISIVE EN CAS DE CHOC ÉNERGÉTIQUE

L'impact d'un choc pétrolier sur l'économie varie fortement selon qu'il est permanent ou temporaire.

Zone euro : impact sur le niveau du PIB d'une augmentation de 50 dollars des cours du pétrole (par trimestre)



Source : Lazard Frères Gestion, modèle SHOK de Bloomberg, mars 2026

peuvent rapidement générer des tensions, à l'image de ce qui avait été observé lors des crises du Covid et du conflit russo-ukrainien.»

Des facteurs structurels à l'œuvre

Malgré le choc, la plupart des arguments en faveur des actions européennes demeurent globalement inchangés. En début d'année, les investisseurs mettaient en avant les atouts de la zone : un environnement macroéconomique stable, caractérisé par de la croissance et une inflation maîtrisée, et des politiques de relance soutenant l'activité. S'y ajoutait une dynamique de fond autour de la souveraineté européenne, avec des investissements massifs attendus dans des secteurs clés tels que la défense, l'industrie ou les infrastructures. Enfin, la zone était vue comme une alternative évidente pour les investisseurs en quête de diversification au-delà des États-Unis. «La plupart de ces éléments sont toujours présents, assure Thomas Brenier. La crise renforce même certains aspects, notamment la

nécessité d'une autonomie stratégique, qu'il s'agisse de l'énergie, des chaînes d'approvisionnement ou de la défense.» Et d'ajouter : «C'est un véritable 'wake-up call' sur la nécessité de réinvestir massivement, en particulier dans la défense et les capacités industrielles.»

D'autant que la perspective d'un rebond des bénéfices n'est, à ce stade, pas remise en cause. «Le principal moteur d'attractivité de l'Europe en début d'année reposait sur une forte croissance des résultats attendue en 2026 et 2027, avec des prévisions d'environ 13%, puis 14%, rappelle Frédéric Leguay. Cette dynamique est d'autant plus importante qu'après trois années quasi nulles en matière de progression des bénéfices, il devenait nécessaire de renouer avec une hausse significative.»

Dans un scénario de sortie de crise rapide et de normalisation de la situation, les marchés pourraient donc rebondir assez vite. «Nous avons légèrement abaissé nos attentes de performance, d'un peu plus de 10% à un niveau légèrement inférieur, en raison de prévisions de croissance des bénéfices revues à la baisse – de 8,5% à 6,5% – ainsi que d'un ajustement mo-

déré des valorisations, détaille Frédéric Leguay. Malgré cela, nous restons confiants dans la capacité des marchés européens à continuer d'attirer les investisseurs.»

Un point de vigilance est toutefois souligné, concernant l'Allemagne : «L'enthousiasme autour des investissements dans la défense et les infrastructures s'essouffle, en raison d'un consensus politique plus fragile et d'une mise en œuvre plus lente que prévu, constate Thomas Brenier. Cela introduit des doutes sur l'ampleur de la relance, même si la trajectoire globale reste inchangée.»

Des opportunités dans certains secteurs

Point positif : la baisse des valorisations peut faire émerger des opportunités. «A 14 fois les résultats, le marché européen redevient attractif, surtout dans un environnement où d'autres places sont plus chères», considère Frédéric Leguay. Si la trajectoire des résultats se confirme, la progression des bénéfices sera sans doute légèrement inférieure aux attentes de début d'année,

mais les valorisations apparaîtront plus intéressantes. «Cela redonne du potentiel, avec la perspective, à horizon 12 mois, de combiner une reprise – même modérée – de la croissance des bénéficiaires et une expansion des multiples», souligne Thomas Brenier. Autrement dit, le potentiel demeure, à condition d'une résolution rapide de la crise et d'un retour à des conditions économiques plus fluides.» Certains secteurs pourraient en profiter davantage, à l'image de la défense qui offre une forte visibilité. «Après une importante revalorisation et un engouement marqué des investisseurs, une phase de respiration était inévitable», estime Frédéric Leguay. Le mouvement actuel, amplifié par des flux de marché, constitue davantage une opportunité de se repositionner qu'une remise en cause des fondamentaux.» L'afflux massif de capitaux observé depuis deux ans, notamment via les *exchange-traded funds* (ETF) sectoriels, avait conduit à une concentration des investissements sur un nombre limité de valeurs, entraînant un gonflement excessif de certaines valorisations, en particulier sur le segment des petites et

moyennes capitalisations. «La baisse redonne ainsi du potentiel, d'autant que les perspectives fondamentales du secteur restent solides, voire légèrement améliorées, contrairement à d'autres segments comme le luxe», explique Thomas Brenier. Les perspectives à horizon 2030 et au-delà s'améliorent, sans être encore pleinement intégrées dans les valorisations actuelles. Il convient toutefois de rester sélectif, les flux ayant eu tendance à soutenir l'ensemble du secteur de manière indifférenciée.»

Quant au secteur financier, principal contributeur à la progression des indices l'an dernier, il affiche lui aussi un potentiel renouvelé. «La baisse des cours, de l'ordre de 15% en moyenne pour les banques, redonne de l'attrait au secteur, qui offre par ailleurs des retours très élevés aux actionnaires et une bonne visibilité, maintenant que les capitaux propres ont été reconstitués post-crise financière de 2008», analyse Frédéric Leguay. Le déploiement de l'intelligence artificielle pourrait en outre aider ces acteurs à réduire leurs coûts. Doté d'un bêta élevé, le secteur peut encore souffrir tant que le marché reste orienté à la baisse,

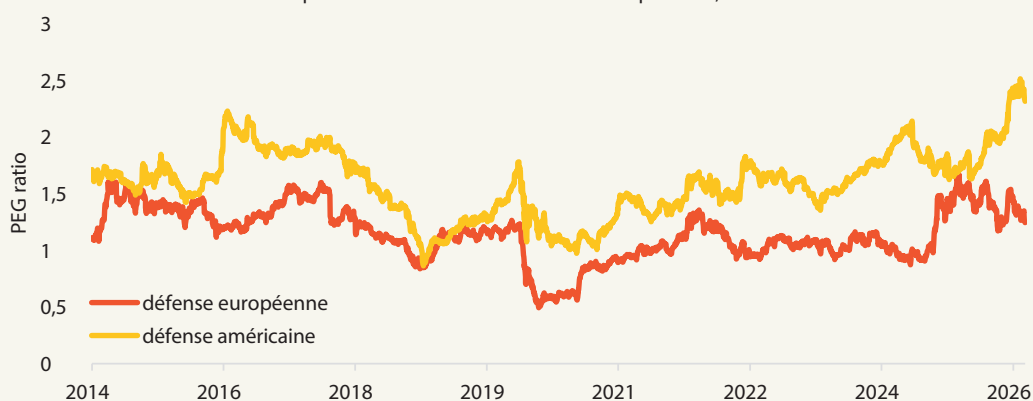
mais il présente un potentiel de rebond significatif. «Il existe des potentiels d'appréciation de l'ordre de 25% à 30%, voire davantage pour certaines banques», conclut Frédéric Leguay.

Dans ce contexte de forte incertitude, la gestion des portefeuilles nécessite prudence et patience. «Dans ces périodes où le marché baisse de façon assez unidirectionnelle, on a tendance à ne pas faire énormément de mouvements», observe Thomas Brenier, rappelant que «si le conflit s'arrête, le marché peut reprendre 10% ou 15%», ce qui rend tout repositionnement risqué. Il privilégie ainsi des ajustements tactiques, notamment via le *stock-picking*, en saisissant des opportunités sur des titres redevenus plus attractifs. Un constat partagé par Frédéric Leguay : «La baisse des marchés nous permet de nous désensibiliser progressivement aux valeurs défensives pour nous repositionner sur des titres à fort potentiel au sein de secteurs décotés», indique-t-il, tout en insistant sur la nécessité d'attendre que les valorisations intègrent pleinement les risques liés à la situation actuelle.

LE SECTEUR DE LA DÉFENSE DEMEURE ATTRACTIF

Les perspectives de croissance et la valorisation des entreprises européennes de la défense comparée à celle de leurs homologues américaines rendent le secteur intéressant.

Evaluation des actions des entreprises de défense américaines et européennes, 2014 - 2026



Sources : Datastream, FactSet, Goldman Sachs Investment Research, mars 2026.

Le graphique présente le ratio cours/bénéfice/croissance (PEG) des actions des secteurs de la défense américain et européen, telles que représentées par les paniers de Goldman Sachs. Le ratio PEG est calculé en divisant le PER prévisionnel à 12 mois par la croissance du BPA prévisionnel à 12 mois.

Source : BlackRock

LES TAUX D'INTÉRÊT, UNE VARIABLE CLÉ

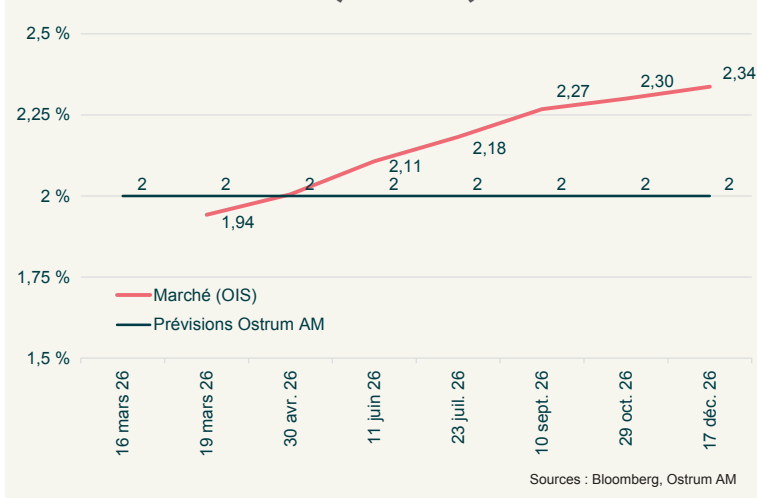
Facteur essentiel du panorama économique, les taux d'intérêt suscitent des anticipations divergentes. En début d'année, le consensus de marché penchait plutôt pour des politiques monétaires accommodantes, aussi bien outre-Atlantique qu'en Europe. Une vision désormais remise en cause, certains observateurs allant jusqu'à envisager deux hausses de taux de la Banque centrale européenne sur l'année. «*Notre scénario central repose sur une fin du conflit autour du mois d'avril et un prix du baril proche de 100 euros en moyenne au deuxième trimestre, avant un reflux progressif, expose Frédéric Leguay. Dans ce contexte, nous n'anticipons pas de remontée des taux courts en zone euro.*» Selon ce dernier, les anticipations du marché sont à prendre avec prudence. «*Le marché interprète fortement les messages des banquiers centraux, dont le rôle est avant tout d'ancrer les anticipations d'inflation à un niveau bas*», explique-t-il. Sans compter que la probabilité de rentrer dans une boucle inflationniste semble assez peu probable à ce stade. «*L'inflation actuelle est importée via les matières premières et nous ne voyons pas de spirale inflationniste*

généralisée, notamment sur les salaires, qui restent l'indicateur clé à surveiller», souligne Thomas Brenier.

D'autant qu'une hausse des taux trop rapide serait défavorable à la croissance économique, un facteur que les banques centrales ne peuvent écarter. «*Lorsque l'inflation provient d'un choc temporaire sur les matières premières, les banques centrales évitent généralement de resserrer leur politique monétaire pour ne pas fragiliser davantage un cycle déjà affaibli, rappelle Frédéric Leguay. Si la crise devait durer et que les prix continuaient de monter,*

une intervention pourrait devenir nécessaire, notamment dans un contexte de déficits budgétaires élevés. Mais aujourd'hui, ce n'est pas notre scénario.» Une autre possibilité serait au contraire une politique monétaire plus accommodante pour soutenir la croissance. «*Si la crise s'installe dans la durée, nous pourrions entrer en phase de fort ralentissement ou de récession et, dans ce cas, le rôle des banques centrales serait plutôt de soutenir l'économie avec des baisses de taux que de resserrer les conditions financières*», considère Thomas Brenier.

LE MARCHÉ ANTICIPE (À TORT ?) DES HAUSSE DE TAUX



LES SMALL ET MIDCAPS DANS L'EXPECTATIVE

Historiquement, les petites et moyennes capitalisations bénéficient d'une prime de valorisation liée à leur croissance intrinsèque, mais elles affichent actuellement une décote. Cette faiblesse des valorisations, combinée à une reprise de la croissance en Europe, laissait entrevoir en début d'année la poursuite du rebond amorcé l'an dernier. Toutefois, leur trajectoire reste désormais étroitement dépendante de l'évolution de la

conjoncture. «*En cas d'aggravation du conflit et de ralentissement économique en Europe, ce potentiel de surperformance serait de nouveau mis en pause*», alerte Thomas Brenier. La dynamique des taux joue également un rôle déterminant en facilitant le financement de ces sociétés. «*Les phases de baisse des taux d'intérêt sont en général favorables aux small caps, avec un effet retard*», rappelle-t-il, même si le cycle actuel apparaît atypique, la surperformance attendue tardant à se concrétiser. Frédéric

Leguay insiste par ailleurs sur l'importance des flux de marché. «*Les investisseurs se tournent d'abord vers les grandes valeurs, puis vers les plus petites dans un second temps*», souligne-t-il. Selon lui, le scénario central demeure constructif : «*Si l'on retrouve les tendances macroéconomiques d'avant-crise, les small caps peuvent repartir à la hausse.*» Enfin, il met en avant un soutien structurel potentiel : «*La volonté européenne de réindustrialisation et d'autonomie pourrait être favorable à ce segment.*»

LAZARD

FRÈRES GESTION

LAZARD FRÈRES GESTION **lazardfreresgestion.fr**

Lazard Frères Gestion est la société de gestion d'actifs du groupe Lazard en France. Elle allie la puissance d'un groupe mondial à la proximité et à la flexibilité d'une structure entrepreneuriale à taille humaine. Son activité se concentre sur la gestion financière en actifs cotés (actions, obligations) et non cotés (*private equity*) avec une mission centrale : construire des solutions d'investissement performantes et adaptées aux objectifs de long terme de ses clients.

Présente à Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes, Bruxelles et Luxembourg, Lazard Frères Gestion gère 45 milliards d'euros d'actifs (au 31 décembre 2025) pour le compte de ses clients privés et institutionnels. La société met au cœur de son approche une gestion active, fondée sur la recherche, la sélectivité et une connaissance approfondie des entreprises. Grâce à une forte indépendance dans ses choix de gestion, elle conjugue profondeur d'analyse, agilité et conviction dans la construction de ses stratégies d'investissement.

Pour plus d'informations : www.lazardfreresgestion.fr

Ostrum

ASSET MANAGEMENT

OSTRUM ASSET MANAGEMENT **ostrum.com**

Acteur responsable¹, parmi les leaders européens de la gestion institutionnelle², Ostrum Asset Management accompagne ses clients tout au long de la chaîne de valeur de l'investissement. La société propose une gamme complète de solutions, des offres de gestions assurantielles (actions, obligations, multi-actifs), actives (obligataires, monétaires, actions) et quantitatives, associées à un ensemble de prestations de services dédiées.

Suivant une approche ESG intégrée et orientée vers une performance durable, Ostrum Asset Management gère 384 milliards d'euros d'encours³ pour le compte de grands clients institutionnels (assureurs, fonds de pension, caisses de retraite, mutuelles, entreprises).

Ostrum Asset Management est un affilié de Natixis Investment Managers.

1- Ostrum AM est une des premières sociétés de gestion françaises signataires des PRI en 2008. www.unpri.org.

2- IPE Top 500 Asset Managers a classé Ostrum AM au 9^e rang des plus importants gestionnaires d'actifs institutionnels européens au 31 décembre 2024.

3- Source : Ostrum AM, données consolidées à fin décembre 2025.

INTERVENANTS



Thomas
BRENIER

Directeur de la gestion
et de la recherche actions

Managing director depuis 2017 et directeur de la recherche et de la gestion actions depuis 2023, Thomas Brenier est également gestionnaire/analyste sur les actions européennes depuis son arrivée chez Lazard en 2007. En tant que gestionnaire, il est responsable des actions nordiques. En tant qu'analyste, il est en charge des secteurs européens de l'automobile et équipementiers et de l'énergie. Il a débuté dans le conseil en introduction en Bourse chez BNP Paribas en 1999-2000, avant de devenir analyste sell-side chez SEB Enskilda Securities de 2000 à 2003. Il a ensuite rejoint la Société Générale de 2004 à 2007 pour travailler sur différents secteurs liés aux hautes technologies. Il dispose d'une double formation scientifique (ingénieur CPE Lyon) et financière (ESCP).

LAZARD
FRÈRES GESTION



Frédéric
LEGUAY

Responsable
de la gestion actions fondamentales

Frédéric Leguay débute dans la gestion d'actifs en 1991 chez Axa Investment Managers, où il évolue en tant que gérant puis gérant senior actions européennes. Il rejoint HSBC Global Asset Management en 2006 en tant que responsable actions européennes-grandes valeurs, avant de devenir responsable actions européennes puis directeur du département actions. En 2022, il intègre Ostrum AM en tant que responsable de la gestion assurantielle actions. Il y est aujourd'hui responsable de la gestion actions fondamentales. Frédéric Leguay est titulaire d'un master of business administration de l'Université de Géorgie aux États-Unis, et est diplômé de la Société française des analystes financiers (Sfaf).

Ostrum
ASSET MANAGEMENT

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911,
8 rue Bellini – 75116 Paris

Tél. : 01 41 27 47 00 - Site Internet : www.agefi.fr

Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout

Directeur général délégué : François Robin (4768)

Directeur de la rédaction de L'Agefi : Alexandre Garabedian (4733)

Directeur commercial et développement : Laurent Luiset (4748)

Assistante commerciale : Sarah Negly (4729)

L'Agefi Alpha est éditée par : Agence Economique et Financière Agefi au capital de 5 716 920 euros

Siège social : 8 rue Bellini – 75116 Paris

RCS : Paris 334 768 652 - N° Siret : 33476865200086

N° TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652, Principal actionnaire : Bey Médias Presse et internet

Conseil et contenus éditoriaux : Aurélie Fardeau - Conception graphique : François Quintin - SuzyLee

Impression : Imprimerie de Compiègne - 2, avenue Berthelot - ZAC des mercières - BP 60524

60205 Compiègne Cedex

N° CPPAP : 1230 T 95152 - N° ISSN : 2970-5843

D&O

NOS PROCHAINES THÉMATIQUES

Gestion obligataire
Immobilier
Souveraineté